LE CONTEXTE HISTORIQUE

En Europe, l'évènement déclencheur de la Seconde Guerre mondiale a lieu le 1er septembre 1939 avec l'invasion de la Pologne par l'Allemagne, conduisant la France et la Grande Bretagne à déclarer la guerre le 3 septembre.

En Europe

Le 23 août 1939, l'Allemagne d'Hitler avait conclu un pacte de non-agression avec la Russie de Staline. À partir de l'été 1940, la guerre s'étend progressivement à l'Europe. Étape par étape, l'Allemagne se rend ainsi maîtresse de l'Europe, achevant sa conquête par la bataille de France menée entre le 10 mai et le 14 juin 1940. À la fin de l'année 1941, l'Allemagne domine l'Europe continentale et étend ses conquêtes dans les Balkans et en Afrique du Nord.

Le conflit devient mondial en 1941. À l'été 1941, Hitler lance ses armées à l'assaut de l'URSS avec l'opération Barbarossa et réduit en cendres le pacte conclu quelques années plus tôt.
Le 7 décembre, avec l'intervention japonaise contre Pearl Harbor, les États-Unis entrent en guerre.

Deux batailles décisives en Russie et en Asie – la bataille de Stalingrad et celle de Midway dans le Pacifique – font basculer le conflit.
À partir de la fin de l'année 1942, la Libération de l'Europe est enclenchée.
Les troupes alliées débarquent en Afrique du Nord en novembre 1942, en Sicile en juillet 1943, en Normandie en juin 1944, puis en Provence en août 1944.
Les territoires conquis par l'Allemagne sont peu à peu repris, avec le soutien de la Résistance intérieure.

En France

En France, l'armée allemande entre dans Paris le 14 juin 1940. Le 16 juin 1940, le maréchal Pétain, considéré comme le héros de Verdun en 1918, devient président du Conseil et fait signer l'Armistice avec l'Allemagne le 22 juin 1940. Il obtient les pleins pouvoirs le 10 juillet 1940 et s'installe à Vichy en « zone libre » avec son gouvernement dirigé par Pierre Laval. Il impose une « Révolution nationale », un régime autoritaire. Le 24 octobre 1940, Pétain rencontre Hitler à Montoire, une entrevue qui marque le début de la politique de collaboration menée avec l'Allemagne.

Projet d'affiche conçu pour promouvoir la Révolution nationale. Illustration de R. Vachet, Centre de propagande de la Révolution nationale d'Avignon.



Zone occupée

LIGNE DE DÉMARCATION

Zone libre

Le jour même de la demande de l'Armistice par Pétain, le général de Gaulle, qui refuse la défaite, quitte la France pour rejoindre l'Angleterre et lance son appel à la BBC dès le lendemain, le 18 juin. C'est la naissance officielle de la Résistance. Celle-ci démarre d'abord par une bataille d'opinion qui s'orchestre à travers la diffusion de tracts et de journaux clandestins qui apparaissent fin 1940, avec pour objectif de contrer la propagande allemande relayée par Vichy.

De 1940 à 1944, tout en faisant preuve d'inventivité au milieu d'immenses difficultés, la Résistance intérieure et extérieure s'organisent progressivement en réseaux, mouvements puis maquis. Le nombre de ceux qui ont participé à la lutte clandestine ou qui ont, hors de France, fait partie des Forces françaises libres est extrêmement limité ; quelques dizaines de milliers au cours des années 1940, 1941 et 1942.
Le général américain Paxton parle de 300 000 femmes et hommes à la fin de la guerre. Parmi eux, des personnalités neuilléennes, simples résistants ou agents secrets - dont André Dewavrin-Passy, Achille Peretti, Bob Maloubier et Madeleine Michelis mais aussi bien d'autres - ont œuvré dans l'ombre dès les premières heures et jusqu'à la Libération finale.

La France coupée en plusieurs parties en 1940 : zone libre, zone d'occupation italienne, zone occupée, avec à l'intérieur de celle-ci : la zone annexée Alsace-Moselle, la zone placée sous l'administration militaire allemande de Bruxelles (nord de la France), et deux territoires classés zone interdite.

© GFDL



Vichy
e

L'APPEL DU 18 JUIN 1940

Le 17 juin 1940, le général de Gaulle décide de partir pour Londres. Cette décision marque la rupture définitive d'avec la politique défendue par le maréchal Pétain.

Le général de Gaulle est accueilli par Winston Churchill auprès duquel il exprime son désir de parler aux Français. Le Premier ministre britannique approuve l'idée de l'appel et met la BBC à sa disposition.
Le 18 juin 1940, sur les ondes de la BBC, le général de Gaulle lance son fameux appel, véritable acte politique décisif de la Deuxième Guerre mondiale.



A TOUS LES FRANÇAIS

La France a perdu une bataille!
Mais la France n'a pas perdu la guerre!

Des gouvernants de rencontre ont pu capituler, cédant à la panique, oubliant l'honneur, livrant le pays à la servitude. Cependant, rien n'est perdu!

Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre mondiale. Dans l'univers libre, des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi. Il faut que la France, ce jour-là, soit présente à la victoire. Alors, elle retrouvera sa liberté et sa grandeur. Tel est mon but, mon seul but!

Voilà pourquoi je convie tous les Francais, où qu'ils se trouvent, à s'unir à moi dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance.

Notre patrie est en péril de mort.
Luttons tous pour la sauver!

VIVE LA FRANCE !

GENERAL DE GAULLE

18 Juin 1940

QUARTIER-GÉNÉRAL,
4, CARLTON GARDENS,
LONDON, S.W.1.

Ce discours fondateur de la Résistance marque une rupture totale avec la position officielle de la France et exhorte le peuple de France à continuer la lutte contre l'Allemagne nazie. L'affiche du texte, très célèbre elle aussi, est placardée sur les murs de Londres début août 1940. Improprement appelée l'« Appel du 18 juin », elle est une synthèse des discours prononcés par de Gaulle à la BBC, le 18, le 19 et le 22 juin 1940.
Le premier appel est, au final, peu entendu par les Français. Peu de soldats français présents à Londres y répondent, et encore moins de personnalités civiles ou militaires le rejoignent. Ce sont surtout des volontaires, informés le plus souvent par le bouche-à-oreille, qui arrivent au compte-gouttes au péril de leurs vies.

Cependant, l'appel du 18 juin 1940 devient pendant la guerre l'acte fondateur de la France libre. Il s'inscrit dans l'histoire de France comme un événement politique majeur, fondateur de la légitimité gaullienne.

Dès le 22 juin, le général de Gaulle fait l'objet de mesures disciplinaires par les autorités de Vichy. Il est accusé de « trahison », « d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État », de « désertion à l'étranger en temps de guerre ». Le 2 août, le tribunal militaire de Clermont-Ferrand le condamne par contumace à la dégradation militaire, à la confiscation de ses biens et à la peine de mort. Le 8 décembre, il est déchu de la nationalité française.

◀ Affiche « À tous les Français… » dite « Appel du 18 juin », signé du général de Gaulle.
© Roger-Viollet

▼ L'appel du général de Gaulle du 18 juin 1940 placardé à Paris, septembre 1944.
© Roger-Viollet





Le général de Gaulle au micro de la BBC, 30 octobre 1941.
© Rue des Archives/RDA

Il n'existe aucun cliché de l'appel du 18 juin lu par le général de Gaulle en direct sur les ondes de la BBC et encore moins l'enregistrement du jour même. Cette photographie est parfois utilisée comme illustration du célèbre discours radiodiffusé mais elle est postérieure au 18 juin 1940. Le général de Gaulle porte en effet sur sa vareuse l'insigne à Croix de Lorraine, adoptée comme emblème de la France libre en juillet de la même année.

Quant à l'appel du 18 juin, celui-ci a été en réalité enregistré le… 22 juin. Le fait est connu des historiens et passionnés d'Histoire. L'enregistrement historique du 18 juin n'a malheureusement pas été conservé. C'est celui du 22 juin que le grand public connaît aujourd'hui.

LA FRANCE LIBRE

À la suite de son appel du 18 juin 1940, le général de Gaulle crée la France libre. Soutenu par Winston Churchill, qui le reconnait comme « chef de tous les Français libres », il entend poursuivre la guerre, libérer la France et lui rendre son rang.

Le terme de « France libre » est utilisé pour la première fois par le général de Gaulle dans l'allocution qu'il prononce le 22 juin au micro de la BBC et qu'il conclut par la célèbre formule : « Vive la France libre dans l'honneur et dans l'indépendance ».

Dès lors, il se dote petit à petit, parfois contraint par le cours des événements, d'appareils politiques, administratifs et militaires chargés d'organiser, défendre et administrer ce nouveau régime.
Sur le plan militaire, l'appel du général permet de réunir un certain nombre de forces actives qui regroupent d'abord des unités rapatriées de Dunkerque, de Narvik et de l'armée du Levant, rejointes par quelques soldats et civils de métropole (tels les pêcheurs de l'île de Sein) parvenus jusqu'en Angleterre. Elles forment les Forces françaises libres (FFL), composées au départ de quelques milliers de volontaires pour atteindre 60 000 personnes en 1943.

On y compte trois organisations principales :

- **Les Forces aériennes françaises libres (FAFL)** qui rassemblent environ 200 aviateurs entre le 15 et le 30 juin et comptent en décembre quelques 300 aviateurs en Grande-Bretagne ainsi qu'une centaine au Proche-Orient.
- **Les Forces navales françaises libres (FNFL)**, créées par l'amiral Muselier, peuvent compter sur 882 hommes dont 30 officiers au 15 juillet.
- **Les Forces terrestres de la France libre :** elles regroupent au départ les 1 300 ralliés du corps expéditionnaire de Norvège et les civils engagés dans la France libre, pour s'étoffer au fil du mois de juin, passant de 1 994 hommes dont 101 officiers le 8 juillet à 2 721 hommes dont 123 officiers au 15 août 1940.

D'un point de vue politique, afin de légitimer la France libre comme le seul interlocuteur des Alliés, le général de Gaulle publie le manifeste de Brazzaville le 27 octobre, qui dote la « France libre » d'une véritable organisation politique, militaire et juridique. Cette organisation comprend au départ un simple Conseil de défense de l'Empire – embryon de gouvernement –, créé en novembre 1940, puis, en septembre 1941, un Comité national français, qui n'est autre qu'une ébauche de gouvernement.

Dans une déclaration adressée aux mouvements de Résistance au printemps 1942, le général de Gaulle clarifie ses projets politiques, économiques et sociaux pour l'après-guerre. Dans une logique d'unification des actions de la Résistance, la « France libre » devient, le 13 juillet 1942, la « France combattante », regroupant ainsi tous ceux qui, en France comme au-dehors, continuent la lutte aux côtés des Alliés.

Les FFL ont œuvré sur tous les territoires français et de l'Empire, notamment pour le ralliement de l'Afrique équatoriale française, du Cameroun et des territoires d'Océanie afin de donner à la France libre une assise territoriale. Présents sur terre, sur mer et dans les airs, les FFL ont joué un rôle majeur en maintenant le rang de la France de 1940 à 1945 sur plusieurs continents.





Tenue des FFI.
© Droits réservés



Observé par deux garçonnets, un membre des Forces françaises de l'intérieur pose avec son fusil-mitrailleur BREN à Châteaudun, Eure-et-Loir (France).
United States Army Signal Corps photographer
© Collections of the Imperial War Museums

Les Forces françaises de l'intérieur

Le 1er février 1944, sous l'impulsion de Jacques Bingen, alors délégué général pour la Résistance de décembre 1943 à avril 1944, les principaux groupements militaires de la Résistance intérieure française de la France occupée fusionnent pour constituer les Forces françaises de l'intérieur. Cette fusion rassemble l'Armée secrète (AS, gaulliste, regroupant Combat, Libération-Sud, Franc-Tireur), l'Organisation de résistance de l'armée (ORA, giraudiste), les Francs-tireurs et partisans (FTP, communistes).

Les FFI ont joué un rôle important dans la préparation du Débarquement allié de juin 1944 en Normandie et dans la Libération de la France. Lors de sa déclaration, le général américain Dwight D. Eisenhower, Commandant Suprême des Forces Expéditionnaires Alliées, a rappelé leur contribution majeure : « Je tiens particulièrement en cette circonstance à dire toute notre appréciation à tous les Français de la Résistance dont le courageux effort a tant contribué à nos succès depuis le premier jour du débarquement jusqu'au jour de la victoire. Mes paroles s'adressent à tous les Français qui ont combattu soit à nos côtés en uniforme, soit clandestinement pour préparer le chemin qui nous mena à la victoire. »

Sur l'ensemble des effectifs, les FFI ont subi de lourdes pertes. Des études récentes ont révélé que 13 679 FFI ont été tués dont 3 000 lors d'exécutions sommaires. L'été 1944 a été particulièrement dramatique, 70 % des tués l'ont été entre juin et septembre.
Par la suite, et notamment à l'issue de la Libération de la France, un certain nombre des FFI (114 000 d'entre eux, soit environ 30 % des effectifs) ont intégré l'armée française régulière, et en particulier la première armée du général de Lattre de Tassigny.

Libération par les FFI de Neuilly-sur-Seine.
© Archives municipales de Neuilly-sur-Seine



L'ENGAGEMENT

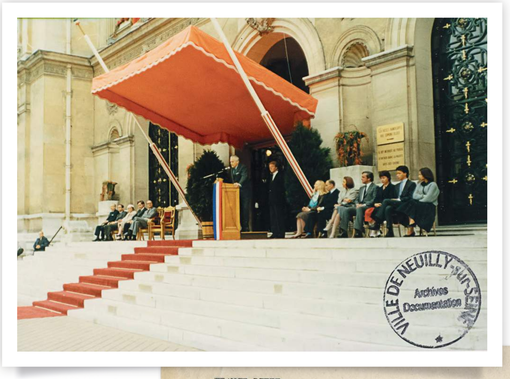
En temps de guerre, s'engager dans la lutte active contre l'ennemi découle de sentiments patriotiques. Pour tous, résistants ou agents secrets, agir dans l'ombre contre l'injustice et la trahison démontre courage et bravoure au service de l'intérêt général. Être utiles ne suffit pas, tous souhaitent « servir » la nation.

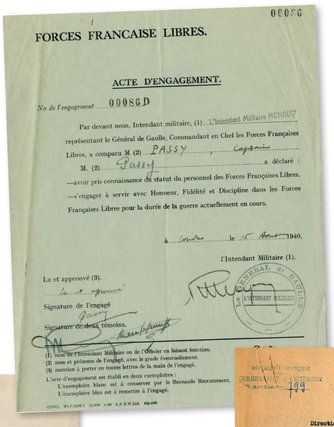
Après des débuts de parcours très différents, Achille Peretti et André Dewavrin ont deux points en commun : ces résistants d'instinct se démarquent par leur rôle majeur dans l'histoire de la lutte contre l'Occupation allemande. Chacun créateur et à la tête d'un réseau, ils ont structuré des organisations complexes, uniques, qui ont participé à la reconquête de la France.

Au début de la guerre en juin 1940, Passy part rapidement à Londres au service de la France libre, tandis que Peretti, commissaire de police, s'engage dans le contre-espionnage à l'intérieur des instances policières. La guerre s'est chargée de croiser leurs destins et d'en faire des frères d'armes.
Ils traversent la guerre de manière très différente. Le premier, en fin stratège, élabore un service de renseignement en dehors de France, tandis que le second, en homme de terrain, œuvre dans le contre-espionnage sur le sol français.

Jacques Chaban-Delmas, Compagnon de la Libération, le 3 mai 1984 lors de l'inauguration de la Place Achille-Peretti à Neuilly-sur-Seine. Dans son discours, il évoque ce caractère instinctif : « À partir du moment où la patrie était occupée, humiliée, souillée, à partir de ce moment-là, il n'y avait pas à réfléchir, il y avait à refuser, à se dresser contre l'occupant. »

© Archives municipales, Ville de Neuilly-sur-Seine





FORCES FRANCAISE LIBRES.

ACTE D'ENGAGEMENT.

No de l'engagement 00086D

Par devant nous, Intendant militaire, (1) ... l'Intendant Militaire MENEUT ...
représentant le Général de Gaulle, Commandant en Chef les Forces Françaises Libres, a comparu M (2) PASSY, Capitaine
M. (2) Passy a déclaré :
—avoir pris connaissance du statut du personnel des Forces Françaises Libres.
—s'engager à servir avec Honneur, Fidélité et Discipline dans les Forces Françaises Libres pour la durée de la guerre actuellement en cours.

à Londres le 15 Août 1940.

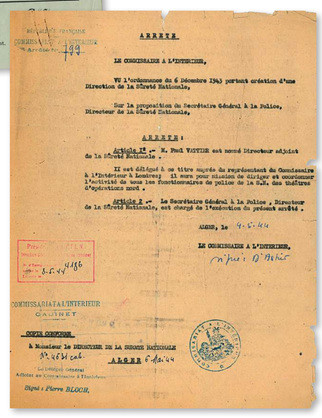
l'Intendant Militaire (1):

Lu et approuvé (3).
Signature de l'engagé
Signature de deux témoins.

(1) nom de l'Intendant Militaire ou de l'Officier en faisant fonction.
(2) nom et prénoms de l'engagé, avec le grade éventuellement.
(3) mention à porter en toutes lettres de la main de l'engagé.
L'acte d'engagement est établi en deux exemplaires :
L'exemplaire blanc est à conserver par le Bureau de Recrutement.
L'exemplaire bleu est à remettre à l'engagé.

Carte de l'association des Français libres, 1952.

© Archives R. Michelangeli-Peretti



ARRETE

LE COMMISSAIRE A L'INTERIEUR,

Vu l'ordonnance du 6 Décembre 1943 portant création d'une Direction de la Sûreté Nationale,

Sur la proposition du Secrétaire Général à la Police, Directeur de la Sûreté Nationale,

ARRETE :

Article 1er.- M. Paul VATIER est nommé Directeur Adjoint de la Sûreté Nationale.

Il est délégué à ce titre auprès du représentant du Commissaire à l'Intérieur à Londres. Il aura pour mission de diriger et coordonner l'activité de tous les fonctionnaires de police de la S.N. des théâtres d'opérations ouest.

Article 2.- Le Secrétaire Général à la Police, Directeur de la Sûreté Nationale, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ALGER, le 4.5.44

LE COMMISSAIRE A L'INTERIEUR,
p.m.i. : [illegible]

COMMISSARIAT A L'INTERIEUR
CABINET

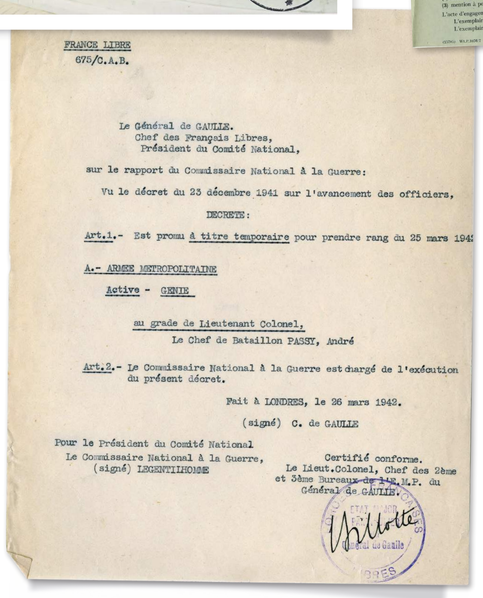
POUR COPIE.

A Monsieur le DIRECTEUR DE LA SURETE NATIONALE
N° 4651 cab. ALGER 6-5-44

Signé : Pierre BLOCH.

Arrêté du 4 mai 1944 nommant Paul Vatier directeur adjoint de la Sécurité nationale et le chargeant de coordonner l'activité de tous les fonctionnaires de police des théâtres d'opération en zone Nord.

© Archives Municipales, Ville de Neuilly-sur-Seine



FRANCE LIBRE
675/C.A.B.

Le Général de GAULLE.
Chef des Français Libres,
Président du Comité National,

sur le rapport du Commissaire National à la Guerre:

Vu le décret du 23 décembre 1941 sur l'avancement des officiers,

DECRETE:

Art.1.- Est promu à titre temporaire pour prendre rang du 25 mars 1942

A.- ARMEE METROPOLITAINE

Active - GENIE

au grade de Lieutenant Colonel,
Le Chef de Bataillon PASSY, André

Art.2.- Le Commissaire National à la Guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à LONDRES, le 26 mars 1942.

(signé) C. de GAULLE

Pour le Président du Comité National
Le Commissaire National à la Guerre,
(signé) LEGENTILHOMME

Certifié conforme.
Le Lieut.Colonel, Chef des 2ème et 3ème Bureaux de l'E.M.P. du Général de GAULLE.

Décret France libre, nomination de Passy au grade de lieutenant-colonel, 26 mars 1942.

© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne

LE TEMPS DE LA RÉSISTANCE


CARTE D'IDENTITÉ

DÉFENSE
~~SOUS-OFFICIER~~
~~ou Homme de Troupe~~

M. VATIER
Prénoms : Paul
Surnom :
Grade : Commandant
Date de nomination : 18 octobre 194.
Arme : D.T.S.S.
Unité : D.T.S.S.
Classe : 1928

Nationalité : Française
Nationalité à la naissance : ~~Fr~~
Lieu de naissance : PARIS.
Pays : FRANCE Département : SEINE
Date de naissance : 13 juin 1908
Autorité militaire ayant délivré la carte : Direction générale des Services Spéciaux
N° de la carte : 245
A ALGER, le 26 avril 1944.
L'Ingénieur en Chef [illegible]

Fausse carte d'identité de l'officier Paul Vatier, *alias* Achille Peretti, 18 octobre 1945.
© Archives R. Michelangeli-Peretti

Commissaire de police municipale à Ajaccio au début de la guerre, Achille Peretti demande à rejoindre les forces armées. Il est envoyé à l'État-major de la 7e Région à Dijon où, en vertu de sa formation professionnelle, il sert dans le contre-espionnage.
De la mise en place d'émetteurs radio clandestins en prévision d'une occupation allemande ou italienne (août 1940) à la fourniture d'armes pour Henri Maillot, petit cousin du général de Gaulle (octobre 1940) en passant par le vol des archives du gouvernement de Vichy début 1942 au sein de la Sûreté nationale à Vichy, Achille Peretti apparait comme un agent actif, pragmatique, courageux, qui se fait rapidement remarquer dans la Résistance.

Le Lysander du capitaine Verity et son équipage, avion britannique à bord duquel Achille Peretti fit des allers-retours clandestins entre Londres et la France en 1945. Photographie dédicacée par Verity, 10 avril 1946.
© Archives R. Michelangeli-Peretti



10/ Achille
Is the moon clear
and the reception
ready?
Best wishes
H.V.
10.4.46

Avec le déclenchement de la bataille de France, André Dewavrin-Passy débarque à Brest le 17 juin, avant de rembarquer aussitôt avec l'ensemble de la division pour l'Angleterre. Installé dans un camp britannique, le capitaine Dewavrin, ayant entendu parler du général de Gaulle, se présente à Londres, à Saint Stephen's House, à la fin du mois de juin. Placé sous les ordres de l'État-Major des Forces françaises libres, il organise les services secrets de la France libre, au départ sans argent ni moyens de communication.

Plus souvent à Londres que sur le sol français, Passy effectue cependant en 1943 une mission de terrain de tout premier ordre : la mission Arquebuse-Brumaire. Parachuté en France, il doit, avec l'aide de Pierre Brossolette et l'agent secret britannique Forest Yeo-Thomas dit « Lapin blanc », enquêter sur la Résistance, ses capacités paramilitaires, ses projets politiques et sa position vis-à-vis du général de Gaulle. Les résultats obtenus sont salués par le général de Gaulle : « La mission que j'ai confiée à Passy et Brossolette était vitale et elle était périlleuse. Ils s'en sont acquittés avec brio et avec un total mépris du danger. »


CARTE D'IDENTITÉ

NOM : DUBOCQ
Prénoms : Antoine
Profession : antiquaire
Né le : 1er juillet 1907
à : Lille
Dépt. (pays) : Nord
Nationalité : Française
Domicile : 21 rue Gambetta Rennes

DA 13 FRANCS

Taille : 1m78
Cheveux : Blond cendrés
Sourcils
Moustaches
Yeux : Bleus
Signes particuliers : néant
Nez : Bon droit base nor.
Dimensions : moyenne
Forme du visage : ovale
Teint : clair

Empreinte digitale
Le Titulaire :
Les Témoins :
Vu pour légalisation
Le 22 Juin 1941

Fausse carte d'identité d'Antoine Dubocq, *alias* André Dewavrin, mission Arquebuse-Brumaire, 20 juin 1941.
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne

ACHILLE PERETTI
ALIAS VANDEUIL, AJAX, PAUL VATIER, LENOIR OU ENCORE FILOCHARD

Un homme d'action au caractère trempé.



Le père d'Achille Peretti, Pierre Toussaint Peretti, engagé volontaire, 1914.
© Archives R. Michelangeli-Peretti



La famille Peretti en 1918. De gauche à droite en partant du haut : Marie-Madeleine et Pierre Toussaint Peretti, François, la grand-mère, Rose Venturini, portant Marie-Antoinette, et Achille.
© Archives R. Michelangeli-Peretti

Né à Ajaccio le 13 juin 1911, Achille Peretti est profondément meurtri par une succession de drames. Aîné de trois enfants, il a seulement sept ans lorsque sa mère Marie-Madeleine meurt en mettant au monde des jumeaux. Un mois plus tard, son père Pierre Toussaint, engagé volontaire lors de la Grande Guerre, succombe après avoir été grièvement blessé dans les environs de Verdun.

Enfin, son frère cadet périt d'une maladie incurable à l'âge de treize ans. Désormais c'est leur grand-mère dévouée, Rose Venturini, qui élève les jeunes pupilles de la Nation. Nul doute que pareilles épreuves ont forgé le caractère du jeune Achille qui endosse avant l'heure l'habit de chef de famille.

Après avoir fait ses études secondaires à Ajaccio, il s'inscrit à la Faculté de Montpellier où il obtient sa licence en droit et un diplôme de médecine légale. Il a 24 ans en 1935 et débute une carrière d'avocat au barreau d'Ajaccio. Mais attiré par l'action, il présente et passe avec succès le concours de commissaire de Police en 1937. Il est de caractère jovial, déterminé, attiré par l'action et le goût de la chose publique.

À la déclaration de guerre, alors qu'il est commissaire de police à Ajaccio, il obtient d'être versé à l'État-major de la 7e Région à Dijon où, en vertu de sa formation professionnelle, il sert dans le contre-espionnage. Surpris à Troyes par l'avancée allemande, il parvient à rejoindre Dijon et se replie jusqu'à Perpignan.

En juin 1940, il reçoit une affectation provisoire au service du contre-espionnage de Nice où il retrouve son ami et collègue Simon Cotoni. Refusant la défaite, il entre en Résistance.



Le jeune Achille Peretti à moto sur une route de Corse.
© Archives R. Michelangeli-Peretti



Achille Peretti, (à droite), étudiant à la faculté de Droit, Montpellier, 1932.
© Archives R. Michelangeli-Peretti



Peretti prend alors contact à Nice avec le capitaine Guiraud du 2e Bureau de l'Armée (contre-espionnage). De retour à Ajaccio, il retrouve son poste de commissaire. Avec ses collègues Dubois et Cotoni, il forme un groupe de résistants policiers, dont une grande partie est d'origine corse. En avril 1941, il se fait muter à Nice où il poursuit le travail en liaison avec les services secrets britanniques (Intelligence Service) et les services du colonel Payolle, chef du 2e Bureau.

En janvier 1942, il entre en relation avec les Forces françaises libres (FFL) par l'intermédiaire de Maurice Andlauer, qu'il avait connu à Ajaccio. En confiance, ce dernier lui fait intégrer le réseau de renseignements *Ali*, dirigé par Roger Wybot, et signer un engagement aux FFL. En mai 1942, passé en clandestinité, il reçoit le grade de chef de mission de 2e classe.
Au mois d'avril 1943, il organise avec son ancien collègue, le commissaire Louis Dubois, l'évasion de Jacques Robert, chef du réseau *Phratrie* arrêté par la police de Vichy. Quelques semaines plus tard, le 13 juin 1943, sous le pseudo de Paul Vatier, grâce à *Phratrie*, il parvient enfin à rejoindre l'Angleterre par voie aérienne.

En 1942 et 1943, Achille Peretti constate que nombre de policiers, tout comme lui, se rapprochent de la Résistance. Ceci le détermine à créer un réseau de renseignement, d'espionnage et de contre-espionnage au cœur même du pouvoir vichyste. C'est le début de l'aventure *Ajax*.

Après avoir effectué un stage spécial en Grande-Bretagne, il revient en France le 22 juillet 1943 sous le pseudonyme d'Ajax, nom qu'il donne au nouveau réseau de renseignements qu'il crée et dirige. Nommé en mai 1944 préfet et directeur adjoint de la Sûreté nationale, chef du théâtre d'opérations zone nord, il prépare à Alger la mise en place des services de police au moment du Débarquement. Il rejoint Londres au lendemain du Débarquement et remplit une mission en Normandie avant de regagner la Grande-Bretagne. Il rentre à Paris le 25 août 1944 avec le général de Gaulle dont il assure la protection et participe aux combats de la Libération dans le quartier de la Chambre des Députés.

Grades & décorations

- Commandeur de la Légion d'Honneur à titre militaire
- Compagnon de la Libération (décret du 6 avril 1945)
- Croix de guerre 39/45 (4 citations dont une à l'ordre des FFL et 3 autres à l'ordre de l'Armée)
- Médaille de la Résistance avec rosette
- Distinguished Service Order (DSO) (GB)
- Croix de Guerre belge avec palme d'Or
- Officier de la Couronne Royale de Belgique avec palme d'Or
- Médaille d'Or de la Légion Américaine
- Grand-Croix de Malte des Vétérans of Foreign Wars of the United States à titre de commandeur
- Chevalier du Mérite Civil Espagnol



Le lieutenant-colonel Paul Vautier, mars 1944.
© Archives R. Michelangeli-Peretti



LE RÉSEAU AJAX

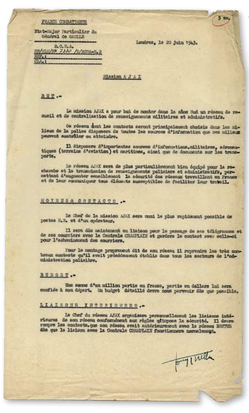
L'histoire des réseaux de la Résistance policière française pendant la guerre est assez méconnue du grand public. L'inconscient collectif garde en mémoire la collaboration des services de police avec l'armée allemande. Pourtant, de nombreux policiers ont œuvré dans l'ombre dans une multitude de structures clandestines.

Le réseau *Ajax* en fait partie. Il s'agit de l'un des deux plus importants réseaux policiers, parmi les 270 réseaux reconnus par les Forces françaises combattantes du général de Gaulle.
L'histoire d'*Ajax* est intrinsèquement liée à celle d'Achille Peretti, son fondateur, alors commissaire de police, entré en Résistance dès 1940.
Convaincu que la police peut se mettre au service de la lutte contre l'occupant allemand, il se rend à Londres dont il revient muni d'un ordre de mission du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). Il rentre en France en juin 1943, sous le pseudonyme d'*Ajax*, pour créer ce nouveau réseau.

Il met sur pied en quelques semaines un réseau opérationnel qui doit intervenir dans quatre domaines sur l'ensemble du territoire : la recherche du renseignement civil et militaire, le sabotage de l'action de la police en réponse aux prescriptions du régime de Vichy, l'assistance à l'ensemble de la Résistance et l'évasion des résistants arrêtés.

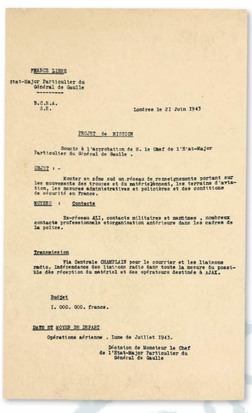
Après une première implantation en zone Sud, Achille Peretti, étend l'action du réseau en zone Nord et crée plusieurs réseaux secondaires territoriaux : *Candide* et *Zadig*, deux réseaux orientés vers le contre-espionnage. Le premier en zone Sud, avec des prolongements en Espagne, en Italie et en Suisse, et le second en zone Nord et dans les pays limitrophes. Deux sections mobiles, à Limoges et en Suisse, sont chargées du contre-espionnage offensif.
Le sous-réseau *Micromégas* est quant à lui en charge du renseignement militaire et du contre-espionnage sur la totalité du territoire.

Création de la mission *Ajax*, 20 juin 1943, France libre.
© Musée De La Résistance Nationale, Champigny-sur-Marne



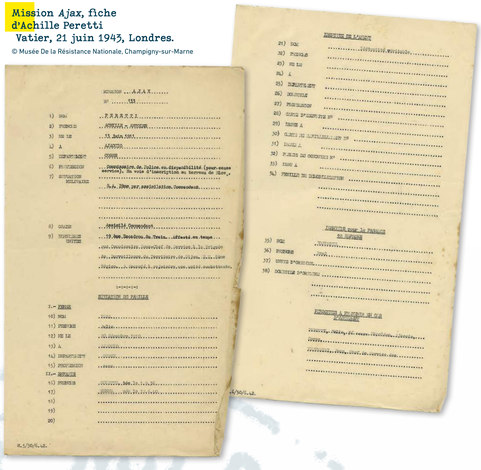
FRANCE COMBATTANTE
Etat-Major Particulier du
Général de GAULLE
Londres, le 20 Juin 1943.
B.C.R.A.
Section D/2
Mission AJAX
AJAX :-
La mission AJAX a pour but de mettre dans la main d'un réseau de renseignements et de coordination de renseignements militaires et administratifs.
Ce réseau dont les contacts seront principalement choisis dans les milieux de la police disposera de toutes les sources d'information que ces milieux peuvent contrôler ou atteindre.
Il disposera d'importantes sources d'information,militaires, économiques (terrestres d'aviation) et surtout, ainsi que ce document sur les transports.
Le réseau AJAX sera de plus particulièrement bien équipé pour la recherche et la transmission de renseignements politiques et administratifs, permettant d'augmenter sensiblement la sécurité des réseaux travaillant en France et de leur ramasquer tous silences susceptibles de fortifier leur travail.
ORGANISATION GENERALE :-
Le Chef de la mission AJAX sera muni le plus rapidement possible de postes R.C. et d'un opérateur.
Il sera mis notamment en liaison pour le passage de ses télégrammes et de son courrier avec la Centrale CHANTILLY et gardera le contact avec celle-ci par l'intermédiaire des courriers.
Pour le contrôle progressif dit de son réseau il exprimera les très nombreux contacts qu'il aura probablement établis dans tous les secteurs de l'administration publique.
EFFECTIFS :-
Son noyau d'un million parti en France, partie en Galliam lui sera confié à son départ. Un budget détaillé devra sans permettre dès que possible.
RENSEIGNEMENTS CONCERNANT :-
Le Chef du réseau AJAX dépendant personnellement les liaisons intérieures, de son réseau conformément aux règles générales de sécurité. Il devra rompre les contacts que son réseau aura individuellement avec le réseau ANTOINE dès que la liaison avec la Centrale CHANTILLY fonctionnera normalement.

Projet de mission *Ajax*, 21 juin 1943, Londres.
© Musée De La Résistance Nationale, Champigny-sur-Marne



FRANCE LIBRE
Etat-MAJOR Particulier du
Général de Gaulle
B.C.R.A.
D.S.
Londres le 21 Juin 1943
PROJET de MISSION
Soumis à l'approbation du Lt. le Chef de l'Etat-Major Particulier du Général de Gaulle .
OBJET :-
Monter et mène rad un réseau de renseignements portant sur les mouvements ennemis et les matériels, les terrains d'aviation, les moyens administratifs et politiques et des conditions de sécurité en France
MOYENS : Contacts
Environ 2[illegible] contacts militaires et maritimes , nombreux contacts professionnels etorganisation administrative dans les cadres de la police.
Transmission
Via Centrale CHANTILLY pour le courrier et les liaisons radio. Possibilité d'établir des liaisons radio directes à la source du renseignement et des opérateurs destinés à AJAX.
Budget
I. 000. 000. francs.
DATE ET HEURE DU DEPART
Opérations aériennes . Dans de Juillet 1943.
Pour Le Général Commandant en Chef
Le Général de Brigade Aérienne
Directeur du Renseignement et des Opérations
Signé : [illegible]

Mission *Ajax*, fiche d'Achille Peretti Vatier, 21 juin 1943, Londres.
© Musée De La Résistance Nationale, Champigny-sur-Marne



RÉSEAU AJAX
ZADIG CANDIDE MICROMÉGAS

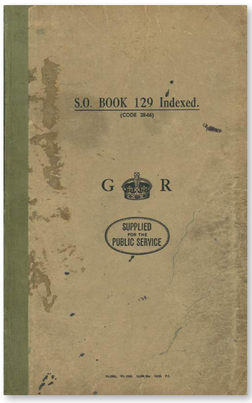
Des policiers en Résistance.
© Préfecture de Police. Tous droits réservés

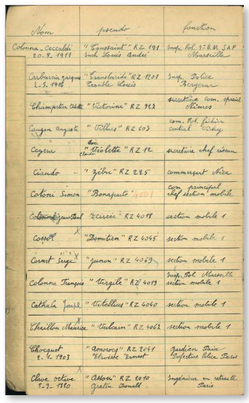


Parfaitement structuré comme une organisation parallèle clandestine à l'administration vichyiste, le réseau *Ajax* reprend le modèle de l'organisation régionale de la police de Vichy, notamment les services régionaux de la Police judiciaire avec 22 secteurs régionaux (11 en zone occupée et 11 en zone Sud). Fort de 1189 agents dont la majorité sont des cadres de l'institution policière, le réseau se déploie sur une bonne partie du territoire. Il compte parmi ses agents des figures emblématiques comme les commissaires Léon Théus (à l'origine de l'évasion de l'état-major du réseau Alliance), Simon Cotoni, le troisième homme d'*Ajax*, Elie Tudesq, Michel Hacq ou encore Jeanne Massoni - *alias* Lilas, Yelp, Medor, Blank - ancienne agent de bureau au sein de la police de Toulon-La Seyne. Cette dernière jouera auprès de Peretti et de son successeur le rôle obscur mais efficace de secrétaire de la Centrale installée à Lyon.

Un des coups d'éclat du réseau, extrêmement risqué mais déterminant pour la suite de la guerre, est le vol du dossier de condamnation à mort du colonel Passy et sa remise au BCRA.
Le rôle du réseau *Ajax* sera reconnu notamment par les autorités britanniques : « Le War Office considère le réseau *Ajax*, en qualité, comme la meilleure de ses sources d'origine française ».

Registre du réseau *Ajax* - Simon Cotoni, dit « Bonaparte ».
© R. Michelangeli-Peretti





Des policiers en Résistance.
© R. Michelangeli-Peretti



ORGANISATION DU RÉSEAU AJAX

« Un très grand réseau de contre-espionnage fut créé en France même sous le nom de réseau *Ajax*, par Achille Peretti. Peretti fut pour nous, dans le domaine du contre-espionnage ce que fut Rémy dans le domaine du renseignement ; un extraordinaire agent secret à la fois prodigieusement courageux et merveilleusement efficace. Grâce à lui, nous eûmes des yeux et des oreilles partout. »

André Dewravin, Revue de la France Libre, n° 109, juin 1958



André Dewavrin et Achille Peretti se vouaient un profond respect et amitié. On les retrouve au centre de cette photographie à l'occasion du pèlerinage au Mont Valérien.
© Archives R. Michelangeli-Peretti

Réseau *Ajax*

Chef du réseau :
Achille Peretti
Commissaire de police

Adjoint :
Léon Theus
Commissaire de police

Centrale :
Michel Hacq
Commissaire de police
10 agents

Section spéciale
(agents de liaison…) :
Achille Peretti
22 agents

Centre d'antennes :
Luc Orabona
Inspecteur de police
16 agents

Sous-réseau *Candide* :
Léon Theus
Commissaire de police
575 agents

Sous-réseau *Zadig* :
André Godin
Directeur Adjoint PP
261 agents

Sous-réseau *Micromegas* :
Simon Cotoni
Commissaire de police
87 agents

Section mobile N° 2 :
Henry Castaing
Commissaire de police
14 agents

Sous-réseau *Zadig*

Chef du sous-réseau
André Godin
Directeur Adjoint
Préfecture de police

Secteur 1 :
Paris
Emile Pouliquen
Rédacteur PP
196 agents

Secteur 2 :
Lille
Jean-Pierre Vaneph
Inspecteur de police
20 agents

Secteur 3 :
Rouen
Etienne Albertini
Magistrat
6 agents

Secteur 4 :
Angers
Traces non décelées
d'agents répertoriés

Secteur 5 :
Orléans
Traces non décelées
d'agents répertoriés

Secteur 2 bis :
Amiens
Henri Plumecocq
Inspecteur de police
4 agents

Secteur 11 :
Dijon
Henri Bertillier
Inspecteur de police
18 agents

Secteur 12 :
Reims
Gaston Richard
Hôtelier
17 agents

Secteur 13 :
Rennes
Traces non décelées
d'agents répertoriés

Secteur 15 :
Nancy
Pierre Dubois
Sre GI préfecture
20 agents

Secteur 16 :
Poitiers
Traces non décelées
d'agents répertoriés

Secteur 21 :
Saint-Quentin

Sous-réseau *Candide*

Chef du sous-réseau
Léon Theus
Commissaire de police

Secteur 6 :
Clermont-Ferrand
Paul Divol
Inspecteur de police
15 agents

Secteur 7 :
Bordeaux
Pierre Vuillermet
Commissaire de police
31 agents

Secteur 8 :
Toulouse
Antoine Poggioli
Chef Division préfecture
32 agents

Secteur 9 :
Marseille
Elie Tudesq
Commissaire de police
218 agents

Secteur 10 :
Lyon
Louis Chabert
Inspecteur de police
74 agents

Secteur 14 :
Montpellier
Joseph Llop
Inspecteur de police
62 agents

Secteur 18 :
Nice
Joseph Orsini
Inspecteur de police
36 agents

Secteur 19 :
Annecy
Robert Modelon
Inspecteur de police
17 agents

Secteur 20 :
Limoges
Henry Castaing
Commissaire de police
39 agents

Secteur 22 ou Central :
Vichy
Jules Leoni
Commissaire
35 agents

Secteur 19 bis :
Grenoble
Marcel Parat
Inspecteur de police
16 agents

ZADIG-CANDIDE MICROMEGAS
RÉSEAU AJAX F.F.C.

ACHILLE PERETTI, APRÈS-GUERRE

Achille Peretti a eu un destin atypique, dense et multiple. Tour à tour ou simultanément, il a été avocat, commissaire de Police, résistant, haut fonctionnaire puis élu maire, député, conseiller général, président de l'Assemblée Nationale et membre du conseil constitutionnel après-guerre.



LE SAMPIERO

Achille PERETTI est triomphalement élu

DANS LE CANTON D'AJACCIO PAR 854 VOIX DE MAJORITÉ faisant ainsi échec aux manœuvres illégales des communistes

Le Comité exécutif des Nations Unies se réunit à Londres

Simon COTONI

QUELS SONT LES GANGSTERS ?

La « liberté démocratique » à la mode communiste

Article du journal *Le Sampiero*, daté du 1er octobre 1945 annonçant l'élection d'Achille Peretti au Conseil général d'Ajaccio.
© Archives R. Michelangeli-Peretti

Libre d'esprit, passionné, doté d'une autorité naturelle, Achille Peretti a vécu un engagement sans failles au service de la France et de la ville de Neuilly-sur-Seine. Pupille de la Nation à l'âge de sept ans, habité par la fibre patriotique, sa devise fut « Servir ».

À la fin de la guerre, sa carrière de haut fonctionnaire de l'État semble toute tracée. Contre toute attente, il quitte l'administration et s'engage dans la vie politique. Ses premiers pas, il les fait en Corse, où il est élu conseiller général en 1945 puis devient dans la foulée vice-président du Conseil général de Corse. Il le restera jusqu'en 1951.
Parallèlement, il accède au poste de président de la Société minière de l'Est-Oubangui, puis de la Compagnie française du Haut et Bas-Congo. Son intérêt pour l'Outre-mer et sa connaissance de l'Afrique lui permettent de devenir, en 1952, conseiller de l'Union française.

L'engagement de sa vie, c'est celui qui le lie à la ville de Neuilly-sur-Seine. Élu Maire de façon continue de 1947 à 1983, il n'a de cesse de faire évoluer la ville en développant un cadre de vie harmonieux, en faisant un territoire attractif, grâce au développement des équipements publics et à la préservation des zones résidentielles verdoyantes. Alors qu'il est nommé Président de l'Assemblée Nationale en 1969, il déclare : « Si le non-cumul des mandats m'imposait de choisir entre Neuilly et le Perchoir, je garderais Neuilly. »

En 1958, il fait partie de ceux qui œuvrent au retour du général de Gaulle. En raison de sa fidélité gaulliste et de ses prises de position lors de la Guerre d'Algérie, il échappe de justesse à un attentat à la bombe à l'Hôtel de Ville de Neuilly le 22 avril 1961.
Très inquiet face à la montée des violences lors du conflit algérien, il fonde le Club des « 22 », un groupe de réflexion, discret et confidentiel, constitué d'hommes d'influence, aux appartenances politiques diverses, unis par le ciment de la Résistance. Dans les périodes de troubles ou de difficultés, les analyses du Club étaient prises en considération par les autorités de l'État, quelles que soient leurs tendances politiques.

Élu député de la Seine en 1958, Achille Peretti est élu vice-président de l'Assemblée Nationale en 1964.
Il a laissé le souvenir d'un homme libéral exerçant avec autorité et fermeté, permettant à chacun, quelle que soit son étiquette, de s'exprimer. Membre de la commission des lois, il se montre actif et imaginatif.
En juin 1969, il accède à la présidence de l'Assemblée Nationale, succédant à son ami et compagnon de la Libération Jacques Chaban-Delmas.

Infatigable, Achille Peretti poursuit sa carrière au sommet des institutions républicaines et est nommé en mars 1977 membre du Conseil constitutionnel. Parallèlement, il poursuit son action politique au



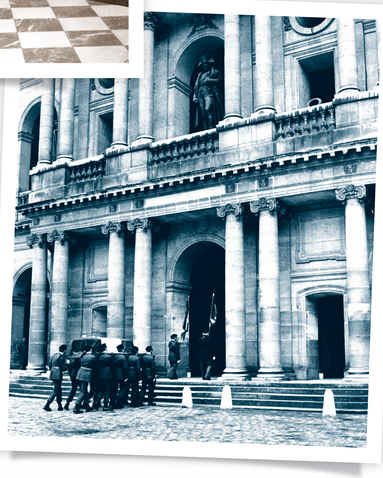
Achille Peretti, maire de Neuilly de 1947 à 1983, à son bureau.
© Archives R. Michelangeli-Peretti



« Au Perchoir », le 21 avril 1971. Achille Peretti, président de l'Assemblée Nationale et Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre, deux compagnons de la Libération.
© Photo AFP – Archives R. Michelangeli-Peretti



Cérémonie d'Hommage à la cathédrale Saint-Louis des Invalides, le 18 mai 1983. Pour sa veillée des compagnons, sont présents au 1er rang à gauche, de droite à gauche : le général Jean Simon, le général Pierre de Bénouville, le colonel Passy.
© Photo Roussel - Archives R. Michelangeli-Peretti



Moment émouvant et symbolique qui voit un Corse franchir le parvis de la cathédrale Saint-Louis des Invalides dominé par Napoléon. Une page d'histoire se tourne.
© Photo Roussel - Archives R. Michelangeli-Peretti

Conseil général des Hauts-de-Seine - il est élu conseiller la première fois en 1970. En mars 1983, il est réélu pour la 7e fois maire de Neuilly-sur-Seine, dès le 1er tour. Un mois plus tard, le 14 avril 1983, il succombe brutalement d'une crise cardiaque.

Organisées le 18 avril 1983, les obsèques d'Achille Peretti se sont déroulées en trois temps.
À Neuilly, le 18 avril matin, où Neuilléens, personnalités nationales et internationales, sont venus nombreux lui rendre hommage.
Aux Invalides, le 18 avril après-midi où les honneurs militaires lui sont rendus en présence du Gouverneur, du Chancelier de la Libération, le général d'Armée Jean Simon, Chancelier de l'Ordre de la Libération et du Conseil de l'Ordre, suivis par la veillée d'armes des compagnons, au pied de l'autel de Saint-Louis.

À Ajaccio, où le 19 avril, Achille Peretti est inhumé sur sa terre natale en présence de ses proches, amis, personnalités continentales et insulaires parmi lesquelles le sénateur-maire d'Ajaccio Charles Ornano, et les compagnons de la Libération Pierre de Bénouville et Jacques Chaban-Delmas.

Achille Peretti avec ses deux premiers adjoints, Édith Gorce-Franklin et Louis-Charles Bary, 1977, à la mairie de Neuilly.
© Archives R. Michelangeli-Peretti



Achille Peretti lors de sa prestation de serment pour son intronisation en tant que membre du Conseil Constitutionnel, le 21 mai 1981, devant Giscard d'Estaing, président de la République.
© Photo AFP – Archives R. Michelangeli-Peretti



ANDRÉ DEWAVRIN
ALIAS PASSY, ARQUEBUSE OU ENCORE ANTOINE DUBOCQ

Rien ne prédestinait cet enfant du Nord à devenir un des grands résistants français de la Seconde Guerre mondiale. Pour le spécialiste reconnu de la France libre, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, il est « l'un des quatre ou cinq hommes aux côtés du général de Gaulle, sans qui la France libre n'aurait pas été ce qu'elle fut… ».

Issu d'une famille d'industriels du Nord, il fait ses études à Paris au Lycée Louis-le-Grand. En 1932, il postule avec succès à l'École normale supérieure et à l'École polytechnique. Son choix s'oriente vers Polytechnique. En 1934, à sa sortie, souhaitant rester au service de l'État, il intègre le corps des officiers du génie pour lequel il suit une formation de deux ans à l'École d'application du génie de Versailles.



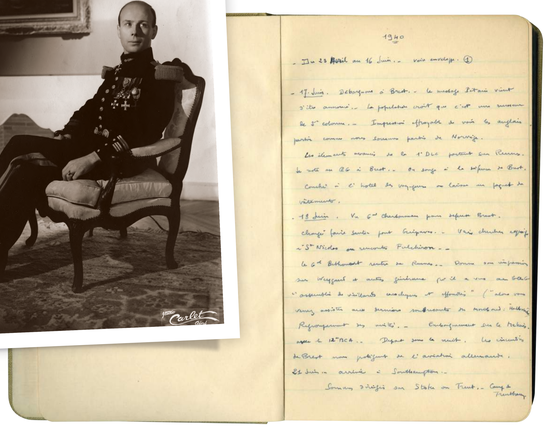
Hélène et Daniel Dewavrin avec leurs enfants, dont André est le plus jeune.
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Seine



André Dewavrin-Passy en uniforme militaire de gala.
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Seine

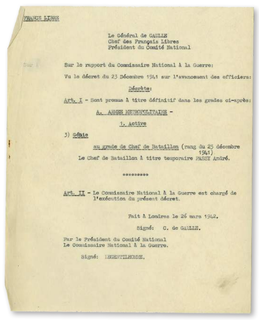
Sorti 2e de l'École du génie en 1936 avec le grade de lieutenant, il est affecté au 4e régiment du génie à Grenoble comme officier en second de la compagnie d'électromécaniciens. Il est ensuite, en 1938 et 1939, professeur adjoint de fortification à l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr.
Ce jeune polytechnicien est logiquement affecté après la déclaration de guerre à la 12e Compagnie d'Électromécaniciens à l'État-major général à Meaux puis il entre à l'État-major du Génie de la 9e Armée à Verviers. Capitaine en 1939, il est volontaire pour l'expédition de Norvège, puis en avril 1940, il est nommé commandant du Génie du Corps Expéditionnaire français en Norvège, sous les ordres du général Béthouart.

De retour de Narvik, il débarque à Brest le 17 juin 1940. Après avoir entendu Pétain le 17 juin 1940, il embarque aussitôt avec l'ensemble de la Division pour l'Angleterre. Arrivé à Londres, il ne sait pas alors qu'il va devenir l'une des figures incontournables de la Résistance extérieure.



Carnet personnel d'André Dewavrin-Passy, 1940-1943.
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Seine

17. Juin. Débarquons à Brest.
s'être annoncé. — La population
de 5e colonne.



Le Général de GAULLE
Chef des Français Libres
Président du Comité National

Sur le rapport du Commissaire National à la Guerre:

Vu le décret du 23 Décembre 1941 sur l'avancement des officiers;

Décrète:

Art. I - Sont promus à titre définitif dans les grades ci-après:

A. ARMEE TERRESTRE -

1. Active

2) Infan

au grade de Chef de Bataillon (rang du 25 décembre 1941)

Le Chef de Bataillon à titre temporaire PASSY André.

****

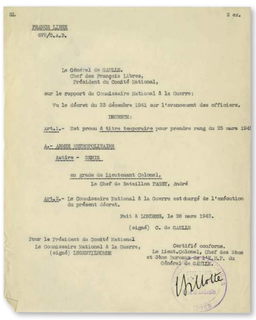
Art. II - Le Commissaire National à la Guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Londres le 26 mars 1942.

Signé: C. de GAULLE.

Pour le Président du Comité National
Le Commissaire National à la Guerre.

Signé: INGOUVILLE.



2 ex.

FRANCE LIBRE
CN/A.A.A.

Le Général de GAULLE,
Chef des Français Libres,
Président du Comité National,
sur le rapport du Commissaire National à la Guerre:

Vu le décret du 23 décembre 1941 sur l'avancement des officiers,

DECRETE:

Art.1.- Est promu à titre temporaire pour prendre rang du 25 mars 1942

A- ARMEE TERRESTRE

Active - INFN

au grade de Lieutenant Colonel,
Le Chef de Bataillon PASSY, André

Art.2.- Le Commissaire National à la Guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à LONDRES, le 26 mars 1942.

(signé) C. de GAULLE

Pour le Président du Comité National
Le Commissaire National à la Guerre,
(signé) INGOUVILLEBRE

Certifié conforme.
Le Lieut.-Colonel, Chef des Ems
et Chef Intérim de l'A.A.T. du
Général de GAULLE.

Décret de la France libre, nomination de Passy au grade de chef de bataillon, 26 mars 1942.
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Seine

Décret de la France libre, nomination de Passy au grade de lieutenant-colonel, 26 mars 1942.
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Seine

En se mettant au service de la France libre, il offre son expérience de militaire et son expertise du génie aux FFL. En 4 ans, il réussit à mettre en place un réseau de renseignement efficace et reconnu par les forces alliées.
Le 27 mai 1943 à l'École des Cadets de Ribbesford, le général de Gaulle le décore de la Croix de la Libération en même temps que Pierre Brossolette, Maurice Duclos (« Saint-Jacques »), Pierre Fourcaud, Antoine Bissagnet et René Pleven.
Un mois plus tard, Passy se rend à Alger pour prendre la Direction Technique de la Direction Générale des Services Spéciaux (DGSS), résultat de la fusion du BCRA avec les Services Spéciaux du général Giraud.





André Dewavrin-Passy.
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Seine

En février 1944, il rejoint le général Koenig, commandant des Forces françaises en Angleterre et des Forces françaises de l'intérieur et devient son chef d'État-major.
Pendant la Libération, Passy effectue une dernière mission sur le sol français. Il est à nouveau parachuté le 5 août 1944 dans la région de Guingamp pour assister la Résistance bretonne. À la tête de 2 500 FFI, appuyé par des éléments américains, il prend part à la libération de Paimpol. Revenu aux services secrets dès septembre 1944, il effectue diverses missions en Amérique, aux Indes, en Chine et en Indochine pour le général de Gaulle.
Grand-Croix de la Légion d'Honneur, André Dewavrin-Passy a reçu de nombreuses décorations et titres au cours de sa carrière militaire.

Grades & décorations

- Grand-Croix de la Légion d'Honneur
- Compagnon de la Libération - décret du 20 mai 1943
- Croix de guerre 39/45 (4 citations)
- Médaille de la Résistance
- Distinguished Service Order (GB)
- Military Cross (GB)
- Croix de Guerre norvégienne



► Insigne « Moustique » du colonel Passy. En décembre 1940, le caporal Louvier dessine pour les FFL sur un cahier d'écolier (ce qui explique les proportions de l'objet), cet insigne surnommé « le moustique ». Le glaive est entouré des ailes de la victoire et de la couronne de laurier. Il reprend les trois couleurs nationales et la mention France Libre.
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Seine

◄ Après sa remise de l'ordre de la Libération, André Dewavrin (Passy) présentant son fils Daniel Dewavrin au général de Gaulle (Ribbesford, mai 1943).
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Seine

- le message Pétain vient
croit que c'est une rumeur

LE BUREAU CENTRAL DE RENSEIGNEMENTS ET D'ACTION

Juin 1940, l'Angleterre se trouve privée de renseignements sur la France. Winston Churchill craint que l'armée allemande ne lance une opération vers son pays. Il ordonne alors que l'Intelligence Service, les services secrets britanniques, aident le général de Gaulle, déjà installé à Londres, à constituer un réseau de renseignements.



Le 10 Duke Street à Londres, bureau officiel du BCRA. Le bâtiment a été détruit pendant la guerre. En 1940, il s'était installé à St Stephen's House, face à la Tamise. En mars 1942, le BCRA s'installe au 10 Duke Street. L'immeuble qui a été détruit pendant la guerre se situe dans le quartier chic de Mayfair, dans Westminster. La direction du BCRA reste à cette adresse jusqu'en 1944.
© Archive ECPAD - Auteur inconnu / ECPAD / Défense

Le 1er juillet 1940, le général de Gaulle confie au capitaine André Dewavrin dit le colonel Passy, le soin de constituer le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) et de diriger le 2e Bureau de son état-major. Il se compose d'une section de renseignements, dirigée par Tony Mella, d'une section dite non-militaire où l'on retrouve Pierre Brossolette, Jacques Bingen, Saint-Jacques et Bienvenüe.
En réalité, le BCRA est plus qu'un service de renseignement de la France libre, il est le bras armé du général qui finance et organise de nombreuses actions militaires, de contre-espionnage, de missions d'évasion et d'affaires politiques. Dès 1941, à Londres, afin de protéger ses propres réseaux et organisations contre la Gestapo et ses auxiliaires français, le BCRA se dote d'une section de contre-espionnage, placée sous les ordres du capitaine Wybot. Cette section s'est notamment appuyée sur le réseau *Ajax*, créé par Achille Peretti.

Dans le même temps, appuyé par de multiples réseaux, le BCRA envoie du matériel et des parachutistes armés pour réaliser des missions de destruction sur la côte Atlantique. En 1941, il commence à tisser des liens avec la Résistance intérieure française, grâce notamment à Pierre Brossolette et Jean Moulin. Par l'intermédiaire du colonel Rémy (de son vrai nom Gilbert Renault), Passy réussit à faire venir clandestinement Brossolette à Londres en avril 1942. Ce dernier devient par la suite son adjoint. Ensemble, ils permettent au BCRA de participer à l'opération ultrasecrète *Jedburghs*. Des hommes du *Special Operations Executive* britannique, de l'*Office of Strategic Services* américain et du BCRA, ainsi que des militaires des différentes armées des pays concernés (France et Pays-Bas) ont été parachutés par équipes de trois derrière les lignes allemandes, en vue de conduire – en uniforme – des actions de sabotage et de guérilla contre les Allemands et de diriger l'action des résistants.



Remise de la croix de la Libération par le général de Gaulle le 27 mai 1943 à Ribbesford en Angleterre à six compagnons (Antoine Bissagnet, René Pleven, Pierre Brossolette, Pierre Foucaud, Maurice Duclos et André Dewavrin-Passy).
© Musée de l'ordre de la Libération / DR



Photographie du général de Gaulle, dédicacée par le général au BCRA, datée du 15 décembre 1942.
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne

Au B.C.R.A.
en toute confiance!

Missionnés par de Gaulle, Pierre Brossolette et Passy sont parachutés en France pour la mission *Arquebuse-Brumaire*, du nom de leurs pseudonymes respectifs. Parachuté pour la deuxième fois en France le 27 janvier 1943, Brossolette est rejoint un mois plus tard par Passy et Forest Yeo-Thomas *alias* « Shelley », agent du SOE, surnommé familièrement « Lapin Blanc ». Cette mission est considérée comme historique, si ce n'est héroïque, car elle contribue à la préparation du Débarquement et à la création du Conseil national de la Résistance.

L'histoire du BCRA est exceptionnelle à plus d'un titre. En effet, ce réseau des services secrets de la France libre est né d'une part hors de France mais avec la particularité de mener toutes ses actions sur le territoire français en s'appuyant majoritairement sur la Résistance intérieure et ses agents envoyés sur le territoire. D'autre part, bien que né dans l'urgence, il joue un rôle déterminant dans le succès de missions dont celles liées aux opérations du Débarquement de juin 1944 et de la Libération.

En tant que chef du BCRA et fin stratège, Passy s'attèle pendant de longs mois à partir de mars 1942 à la création de cette organisation. Il crée une section spéciale baptisée « Action/Études et Coordination » qu'il confie au commandant Gotscho, puis au commandant Saint-Jacques (Maurice Duclos), imaginant et mettant au point plusieurs scénarios de soutien au Débarquement de Normandie, les financements et les risques d'échec possibles.



Le colonel Donovan (au centre) en compagnie du colonel Passy (2e à gauche). Les deux hommes se respectaient. D'un point de vue purement militaire, le colonel Donovan reconnut que sans le BCRA, la guerre aurait eu un autre visage. Il en témoigna auprès de Franklin Roosevelt en 1945.
Photo prise chez André Dewavrin lors d'une réception donnée en l'honneur de William Donovan dit Bill, chez André Dewavrin, 1 rue St James, à Neuilly, 1945.
© Photo Daniel Dewavrin - Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne

Quatre plans sont élaborés et les FFI sont chargées de les mettre en œuvre :

Le Plan vert : paralysie du réseau de chemins de fer par le sabotage des voies ferrées pour empêcher l'afflux des renforts allemands ;

Le Plan violet : neutralisation des lignes de communication téléphoniques allemandes, en particulier les lignes souterraines à grande distance ;

Le Plan bleu : perturbation de la distribution d'électricité par le sabotage des lignes à haute tension ;

Le Plan Tortue, ou « bibendum » : retardement de la montée des renforts allemands vers le front par des actions de guérilla sur les routes.

Il s'est avéré que l'action du BCRA a été déterminante lors du Débarquement, en retardant pendant 48 heures l'arrivée des renforts allemands vers les plages normandes. Après-guerre, William Donovan, chef des services secrets américains, écrira le 6 avril 1945 à Franklin Roosevelt en ces termes : « Le BCRA a fourni aux armées américaine et britannique 80 % des renseignements ayant permis le Débarquement en Normandie. »

À son arrivée à Londres fin avril 1944, le général Koening (assis) crée deux états-majors : l'un proprement militaire, dirigé par le colonel de Chevigné (2e en partant de la gauche), l'autre pour les Forces de l'intérieur et de la liaison administrative (EMFILA), dirigé par le colonel Passy (2e en partant de la droite), chargé de la résistance militaire en France. Londres, mai 1944.
© Musée de l'ordre de la Libération



PLAN DU BCRA

Le BCRA est une organisation qui n'a cessé d'évoluer.
Passy a réalisé plusieurs projets de réorganisation plus ou moins ambitieux, qui montraient l'évolution du réseau et de son organigramme.
Ce dernier a aussi énormément évolué au fil de la guerre.
Au cours de l'été 1942, les grands principes d'une organisation ont été fixés, ils évolueront peu jusqu'à l'automne 1943.

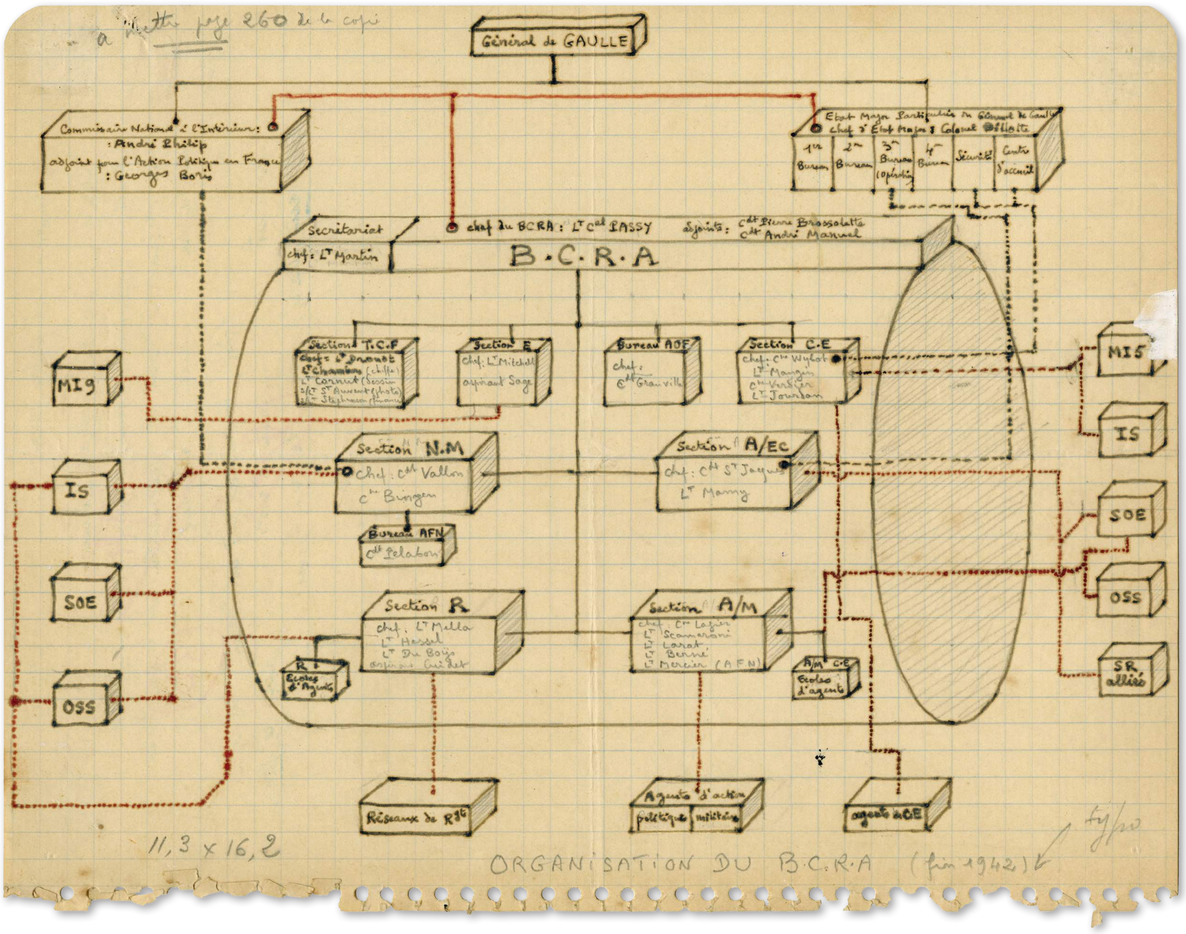


Schéma de l'organisation du BCRA, à la fin de 1942, réalisé par André Dewavrin-Passy.
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne

« Ce jeune homme, ignorant des activités clandestines, va monter en quatre ans une machinerie des services secrets sans exemple dans notre histoire. »

Jean-Louis Crémieux-Brilhac, spécialiste reconnu de la France libre, à propos de Passy.

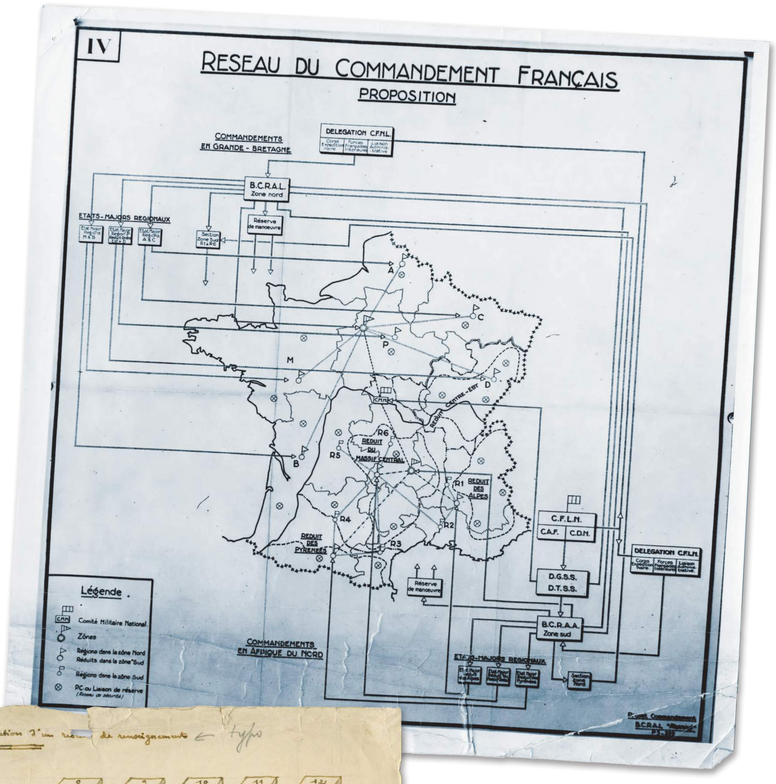
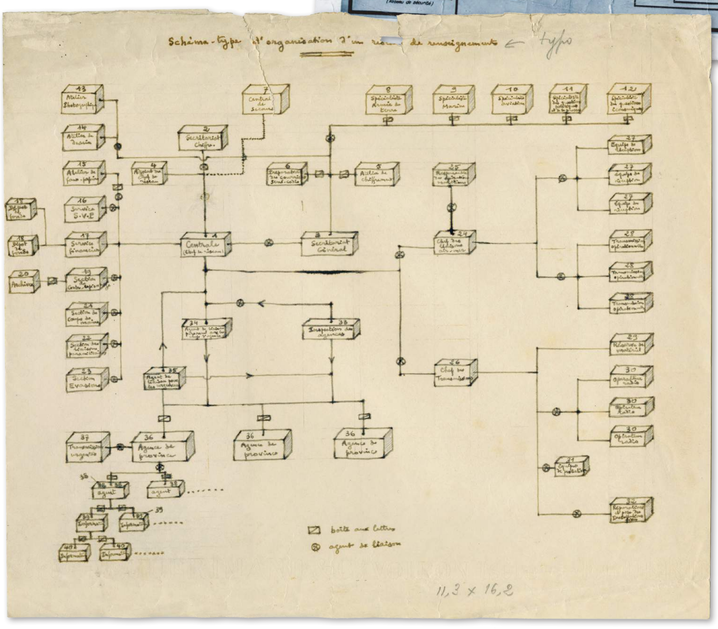


Schéma type d'organisation d'un réseau de renseignement, réalisé par André Dewavrin-Passy, entre 1940 et 1941.

© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne



Plan du commandement français.

© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne

Au B.C.R.A.
en toute confiance !
15/12/42.

ANDRÉ DEWAVRIN-PASSY, APRÈS-GUERRE

Créateur du BCRA, le plus grand réseau d'agents secrets français de 1940 à 1944, André Dewavrin est plus un stratège qu'un homme de terrain.



André Dewavrin-Passy
© Musée de l'Ordre de la Libération

Passy rentre en France en mai 1945 et succède quelques mois plus tard à Jacques Soustelle à la tête des services secrets. Il prend la Direction Générale de la DGER, l'ex-DGSS (Direction Générale des Études et Recherches) qui deviendra la SDECE (Services de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage). Entouré de quelques vétérans du BCRA comme André Manuel et François Thierry-Mieg, Passy réorganise le service et démobilise 8 323 des 10 123 agents, dont un certain nombre de communistes. Il démissionne en février 1946 après le départ du pouvoir du général de Gaulle.

Dans ce que l'on a appelé l'affaire « Passy », il se voit accusé de détournement de fonds durant la guerre pour financer le mouvement gaulliste. Il est arrêté dans la nuit du 6 au 7 mai 1946 et fait quatre mois de prison préventive. Sa demande pour que l'affaire soit portée devant la justice lui est refusée. Le général de Gaulle dira qu'il « a été traité de façon infâme ».



Paul Meurisse et André Dewavrin-Passy
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne

La guerre finie et les poursuites judiciaires finalement abandonnées, Passy retourne à la vie civile.
Sa formation d'ingénieur polytechnicien, sa maîtrise des organisations complexes et sa capacité d'analyse et d'anticipation lui ouvrent les portes d'entreprises privées. Il entame alors une carrière avec de fortes responsabilités entrepreneuriales.
En 1953, il entre à la Banque Worms en tant qu'ingénieur conseil, puis il prend la direction générale du groupe textile américain DHJ en Europe de 1963 à 1973, puis président-directeur général des Établissements Japy de 1967 à 1976.

En 1969, Jean-Pierre Melville demande à André Dewavrin-Passy de jouer son propre rôle, aux côtés de Lino Ventura et de Paul Meurisse, dans le film *L'Armée des ombres* qu'il est en train de préparer. Les deux hommes se connaissent très bien. Dewavrin était le patron de Melville à Londres. En 1942, ce dernier a rejoint la France libre à Londres. Né Grumbach, c'est à cette époque qu'il prend le pseudonyme de « Melville », en hommage à l'auteur de Moby Dick, Herman Melville.

Dès son premier mandat de maire de Neuilly-sur-Seine en 1947, Achille Peretti s'est entouré d'anciens combattants et résistants : André Caillette, Édith Gorce-Franklin, Jean Fleury, le général Monclar, Jacqueline Camus, Hervé de Beauchêne… Élu conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine entre 1959 et 1977, André Dewavrin-Passy a également été membre du Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur de 1981 à 1991. Décédé à Paris, le 20 décembre 1998, il est inhumé dans le cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine.



Le colonel Passy avec Roland Dumas
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne



Le 27 février 1981, il reçoit par François Mitterrand la plaque de Grand Officier de la Légion d'Honneur dans les Salon de l'Élysée. Lors des élections présidentielles de 1981, Passy appellera à voter pour François Mitterrand.
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne



Jean-Pierre Melville, le colonel Passy et Paul Meurisse sur le tournage de l'*Armée des ombres*.
Photographies de plateau – Jacques Cities
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne

LA LIBÉRATION DE PARIS ET DE NEUILLY-SUR-SEINE

Alors que les troupes alliées débarquées en Normandie en juin avancent vers l'est, une insurrection populaire est organisée et menée par la Résistance dans la capitale. La Libération de Paris est en marche et se déroule du 19 au 25 août 1944.

Cependant, la bataille de Paris a véritablement commencé quelques jours plus tôt à partir du 13 août avec la mise en grève progressive des agents du métro, des gendarmes, des policiers et des postiers bientôt rejoints par tous les corps de métiers le 18 août. Sous le commandement du colonel Rol-Tanguy et de Jacques Chaban-Delmas, des groupes de résistants dressent des barricades, organisent des embuscades et entreprennent de prendre possession des bâtiments stratégiques comme la Préfecture de police le 19 août. La reconquête de la ville se fait progressivement au prix de durs combats face à un ennemi mieux armé. Le 23 août, les insurgés contrôlent près du tiers de la ville. Le 24 août, à la tête de la 2e Division Blindée venue au secours de Paris, le général Leclerc parvient à entrer dans la capitale par la porte d'Orléans, précipitant la capitulation nazie le jour suivant.

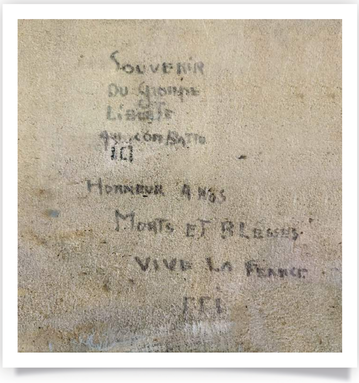
Le 25 août au soir, le général de Gaulle entre dans Paris, se rend à Montparnasse au poste de commandement du général Leclerc, pour lire l'acte de reddition du général von Choltitz. Achille Peretti est à ses côtés et assure sa protection. Toutefois, il prend aussi part aux combats aux côtés des soldats de la Division Leclerc, chargés de venir à bout des dernières poches allemandes rue de Bourgogne et de reprendre le Palais-Bourbon.

Le 26 août, le général de Gaulle réalise l'un des gestes les plus symboliques du conflit en ravivant la flamme du soldat inconnu au pied de l'Arc de triomphe sur lequel flotte à nouveau le drapeau français. Il descend triomphalement les Champs-Élysées, suivi des chefs de la Résistance et entouré d'une foule joyeuse qui fête sa liberté retrouvée. Ce défilé gigantesque marquera à jamais l'histoire de la bataille de Paris, qui sera complètement libérée le 28 août 1944.

Libération de Paris, le 26 août 1944, le général de Gaulle vient de rendre hommage au soldat inconnu et s'apprête à descendre les Champs-Élysées. À sa droite, le préfet Achille Peretti, directeur général adjoint de la sureté nationale, assure sa protection.

© Archives R. Michelangeli-Peretti. Droits réservés





Inscription laissée par un des résistants du groupe Liberté dans le hall de l'Hôtel de Ville lors des combats du 19 août 1944.
© Ville de Neuilly-sur-Seine

La Libération de Neuilly-sur-Seine

À Neuilly-sur-Seine, la reconquête de la ville fut marquée par la bataille sanglante pour la libération de l'Hôtel de Ville, déclenchée le 19 août 1944 lorsque de jeunes résistants appartenant aux Forces françaises intérieures (FFI) décident de le reprendre, ainsi que le commissariat.

À 8 heures, les résistants désarment et arrêtent deux soldats allemands installés à la terrasse d'un café rue de Chézy, ils s'installent dans l'Hôtel de Ville et hissent le drapeau français. Près de 4 000 soldats allemands sont alors stationnés dans la ville où était installée la Feldkommandatur de Paris-Ouest. L'ancienne propriété de la famille Montebello, à proximité de l'avenue de Madrid, sert de plus important dépôt de munitions de la région parisienne, gardé par 1 500 soldats. Appuyés par des chars d'assaut et des groupes de mitrailleuses, les soldats de la Wehrmacht, aidés de près de 300 SS, interviennent de façon massive pour reprendre l'Hôtel de Ville, occupé par le groupe FFI Liberté, dépendant du réseau *Ajax* et dirigé par André Caillette et un groupe FTP de Nanterre. Une violente fusillade éclate.

Au moment de l'assaut, Bernard Monce, âgé de 17 ans à l'époque, se souvient : « Après avoir tiré au canon, un char tigre a gravi les marches du perron pour pénétrer dans l'hôtel de ville ! Les Allemands étaient juste au-dessus de nous au rez-de-chaussée de la mairie quand nous avons décidé de partir en empruntant les égouts. Nous étions environ une douzaine. J'ai passé la nuit du 19 au 20 caché dans les égouts avant de ressortir à proximité de la porte Maillot. »


Neuilly-Résistance
LE JOURNAL DE NEUILLY
Organe Officiel du Comité de Résistance de Neuilly-sur-Seine
Billet de la semaine
La Psychologie Objective au service de la Nation
LA NOUVELLE MUNICIPALITÉ
A LA GLOIRE DES F.F.I.
Notes d'un prisonnier libéré DANS LES BARBELÉS
Les faits de la semaine
LE SOCIAL

Une du journal *Neuilly Résistance* daté du 28 octobre 1944.
© Archives municipales, Ville de Neuilly-sur-Seine

Lorsque les Allemands entrent dans la mairie, un jeune FFI écrit, juste avant d'être fauché par une balle, l'inscription suivante sur une colonne : « Souvenir du Groupe Liberté. Honneur à nos morts et blessés. Vive la France ». Cette inscription est toujours visible aujourd'hui. Les résistants encore présents dans la mairie sont arrêtés. Envoyés au Mont Valérien, ils seront libérés grâce à l'intervention de Raoul Nordling, consul suédois résidant à Neuilly, qui a usé de son influence pour permettre l'échange de ces 21 prisonniers contre des prisonniers allemands. Les combats de l'Hôtel de Ville du 19 août 1944 ont fait 12 morts et plus d'une soixantaine de blessés parmi les résistants.

Le 23 août, la mairie est à nouveau occupée par les résistants. Les Allemands, retranchés à la Feldkommandantur et dans la forteresse Montebello se rendent le 25 août 1944 à 19 h après un combat violent mené grâce au soutien de la 2e Division Blindée.

Reddition des Allemands sur l'avenue de Madrid, le 25 août 1944.
© Archives municipales, Ville de Neuilly-sur-Seine



MADELEINE MICHELIS



Madeleine Michelis

© Collection Marie-Claude Durand - Droits réservés

Née le 22 août 1913 au 160 avenue de Neuilly, Madeleine Michelis est issue d'une famille d'artisans : son père est bottier et sa mère gouvernante. Avec son frère Jean, elle a grandi successivement au 147 avenue du Roule, puis au 141 avenue de Neuilly.

Elle fréquente l'école communale de filles 94, puis le cours secondaire rue Pauline Borghèse. En 1934, elle est reçue au concours de l'École Normale Supérieure de Sèvres et devient professeur de Lettres.

Elle enseigne au Havre de 1937 à 1939. Durant cette période, elle revient régulièrement à Neuilly-sur-Seine pour les week-ends et en profite pour sortir au théâtre ou au concert avec son frère et ses amis. À partir de 1939, elle enseigne à Étretat puis revient en 1941 à Neuilly-sur-Seine pour enseigner au lycée Victor Duruy à Paris. Elle y sauve l'une de ses élèves, Claude Bloch, dont le père avait été déporté, en lui faisant passer la ligne de démarcation pour arriver en zone libre avant de lui trouver un hébergement chez une amie d'enfance réfugiée dans le Gers. Elle est nommée en 1942 au lycée d'Amiens.

Elle rejoint le mouvement de Résistance, dirigé par Pierre Brossolette sous le nom de « Micheline » puis le mouvement Libération-Nord. Il semble qu'elle ait appartenu également au service secret britannique du SOE (réseau de renseignements *Shelburne*) chargé de l'évacuation et du rapatriement des aviateurs britanniques tombés sur le sol français.

Le 12 février 1944, elle est arrêtée par la Gestapo à Amiens et ramenée à Paris au Lycée Montaigne pour y être interrogée sous la torture : elle y décède probablement quelques jours plus tard. Son corps est rendu à ses parents à Neuilly et ses obsèques ont lieu à l'église Saint-Pierre de Neuilly le 4 mars 1944.

Elle est nommée « Chevalier de la Légion d'Honneur » à titre posthume par le général de Gaulle. Elle est également titulaire de la Croix de Guerre avec Palme, de la médaille de la Résistance et de la médaille de la Liberté américaine. Le 24 novembre 1997, elle reçoit le titre de « Juste des nations » pour avoir sauvé la vie d'un enfant juif.

ROBERT MALOUBIER



Robert Maloubier

© Musée de la Résistance de Limoges

Né à Neuilly le 2 février 1923, Robert Maloubier dit Bob, a fait ses études au lycée Pasteur. Il n'a que 17 ans lorsqu'il quitte la ville avant l'arrivée des Allemands en mai 1940. N'ayant pas réussi à rejoindre le général de Gaulle, il se rend en Algérie où il est recruté comme agent secret du Special Operation Executive (SOE) crée par Winston Churchill.

À 20 ans, il est parachuté en France pour exécuter des missions de sabotage. L'objectif de Churchill était d'envoyer sur le terrain des agents chargés de faire dérailler des trains, sauter des ponts ou encore détruire des usines afin de « mettre l'Europe à feu ». 13 000 personnes travaillent pour le SOE durant la Seconde Guerre mondiale.

À l'été 1943, Robert Maloubier reçoit par radio les cibles industrielles qu'il doit viser : un ravitailleur de sous-marins au Havre, une usine qui fabrique des pièces d'avions, une centrale électrique qui alimente la région rouennaise....

Alors que la durée de vie moyenne d'un agent du SOE sur le terrain est estimée à six semaines, Bob Maloubier tisse son réseau pendant cinq mois. La nuit du 20 décembre 1943, il est contrôlé par un véhicule de la Wehrmacht. Parvenant à s'échapper, il est touché d'une balle, continue à fuir et se réfugie dans un champ. Il aurait dû mourir cette nuit-là mais le froid le sauve, stoppant l'hémorragie. Soigné par un médecin qu'il parvient à atteindre, il est remis d'aplomb en quelques mois.

En juin 1944, il s'envole d'Angleterre vers le Limousin d'où il s'emploiera à saboter la progression de la division Das Reich en renfort vers la Normandie. Il participe également au sabotage de deux ponts par nuit, faisant prendre à la division plus de quinze jours de retard.

Il s'éteint à Paris à l'âge de 92 ans le 20 avril 2015.